

L'initiative "Pour une poste forte" fait fausse route

22.06.2011

D'un coup d'oeil

Le Conseil fédéral recommande aux Chambres fédérales de rejeter cette initiative populaire sans lui opposer de contre-projet. [economiesuisse](#) approuve cette décision. L'initiative se traduirait en effet par un raccourcissement des heures d'ouverture, une détérioration de la qualité des services et une hausse des prix.

Déposée en septembre 2010, l'initiative "Pour une poste forte" entend garantir dans chaque région un réseau de bureaux postaux couvrant le territoire national. La Poste serait tenue d'exploiter son réseau avec son propre personnel, ce qui exclurait toute solution souple comme celle des agences. De plus, l'initiative veut financer les déficits qui en découleraient grâce aux recettes d'une banque postale à mettre sur pied. Rappelons que le but du mandat de desserte de base n'est pas, en soi, de maintenir en vie des bureaux de postes, mais de préserver l'offre actuelle de services postaux. Lorsque ces services sont offerts dans le cadre d'agences, les clients postaux bénéficient à la fois d'heures d'ouverture plus généreuses et d'une offre de proximité. Dans les régions périphériques en particulier, tant la Poste que les agences - une pharmacie ou une boulangerie, par exemple - travaillant en synergie ont de ce fait même plus de chances de rester durablement rentables. Interdire des solutions efficaces comme celles-ci nuirait donc aux intérêts de la clientèle en général et à ceux de la Poste en particulier.

Pour assurer un approvisionnement de base de qualité et rester rentable, la Poste doit pouvoir s'adapter à l'évolution des conditions générales d'activité. Avec ses rigidités et ses exigences, cette initiative doit donc être refusée. De plus, la Banque postale dont elle réclame la création est tout sauf un instrument adéquat pour assurer le financement de l'approvisionnement de base. Ces financements croisés sont d'ailleurs une nuisance économique qu'il convient d'éviter coûte que coûte. Ils créent des conflits d'intérêts au niveau fédéral et entraînent une perte de qualité pour les clients. Par conséquent, economiesuisse estime fondée la décision du Conseil fédéral de recommander le rejet de l'initiative "Pour une Poste forte".